



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

ÉVIDENCE DE LA RÉSILIENCE ACTUELLE ET À VENIR
DES SOCIÉTÉS RURALES AFRICAINES FACE AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

par **Sadia CHÉRIF**,
Ph.D. Sociologie,
Université Alassane Ouattara – Bouaké (Côte d'Ivoire).

RÉSUMÉ

Quoique la capacité de résilience des agriculteurs africains ait été éprouvée au cours des siècles passés en faisant face à différents types de chocs, cette même capacité se trouve au cœur du débat contemporain sur la résilience de l'Afrique avec l'acuité du réchauffement climatique. Ce qui reste prégnant dans ce débat est l'absence de résilience des petits agriculteurs africains tant leurs stratégies d'adaptation autonomes sont considérées inadéquates. Cette note vise à inverser cette tendance dominante par la mise en évidence de la résilience de la paysannerie africaine lisible au travers de pratiques culturelles d'adaptation. Autant le recours aux rituels anciens comme mesures d'adaptations demeure la norme, autant l'hybridation des connaissances en vogue actuellement est la solution pour l'efficacité de la lutte contre les effets du changement climatique dans le secteur agricole. Cette nécessaire hybridation des connaissances apporte une plus-value dans la lutte contre le changement climatique.

PROBLÉMATIQUE

Avec la vulnérabilité avérée du continent africain au réchauffement climatique, n'est-il pas opportun de s'interroger sur la résilience des africains pour comprendre comment ils ont toujours été capables de résilience dans l'agriculture ?

Dans un contexte d'urgence climatique mondial, comment accroître la résilience des agriculteurs africains ?

Alors même qu'en Occident, le recours à une agriculture biologique est expérimenté, l'Afrique, pionnière de l'agroécologie et de l'agroforesterie, ne serait-elle pas le terreau de prédilection du développement durable ?

CONTEXTE

Cette note s'inscrit dans un contexte d'urgence climatique marquée par la stabilisation à 2°C de la température terrestre et des mesures nécessaires pour y parvenir ; notamment par l'amélioration des capacités de résilience de la population africaine dont le principal secteur d'activité, l'agriculture, est le plus vulnérable. À cet effet, la question de l'hybridation des connaissances traditionnelles et modernes s'impose de plus en plus comme la norme.

IDÉES MAJEURES

- Sans avoir contribué à l'avènement du changement climatique, l'Afrique, particulièrement son secteur agricole contribuant grandement au PIB de nombreux pays, est vulnérable tant elle dépend du climat devenu erratique.

- En dépit des controverses sur leur résilience, les agriculteurs africains demeurent résilients et leur capacité de résilience est manifeste dans des pratiques culturelles.

- La lutte contre le changement climatique transcende les frontières traditionnelles entre savoirs scientifiques et connaissances traditionnelles locales en regroupant ces deux types de connaissances sous un même programme d'hybridation des connaissances avec comme finalité la production de meilleures pratiques d'adaptation/résilience.

MOTS-CLÉS

Réchauffement climatique; Agriculture; Adaptation culturelle ; Hybridation des connaissances ; Afrique

Évidence de la résilience actuelle et à venir des sociétés rurales africaines face aux changements climatiques

Introduction

En dépit d'un consensus scientifique mondial attestant de la responsabilité humaine comme la principale cause du réchauffement climatique (Capstick, Whitmarsh et al., 2015; Hornsey, Harris et al., 2016), des divergences peuvent subsister au sein d'un même État comme c'est le cas au sein de la population canadienne où seulement 44 % des Canadiens - mais 53 % des Québécois - croient que « la planète se réchauffe surtout en raison de l'activité humaine » (Mildenberger, Howe et al., 2016). Ce type de désaccord est courant et persiste également quant à ses effets, mais aussi en ce qui concerne la capacité d'adaptation de l'humanité. Le changement climatique affecte différemment les continents et la capacité d'adaptation des endroits du monde les plus affectés fait toujours débat. Même si le consensus reste également acquis que l'Afrique paiera un lourd tribut, une controverse est apparue, qui subsiste encore sur la capacité de résilience de sa population. Ce qui reste prégnant dans ce débat est l'absence de résilience des petits agriculteurs africains ; leurs stratégies d'adaptation autonomes étant considérées inadéquates.

Or, la paysannerie africaine a dû faire face à plusieurs chocs tant externes (libéralisation des filières agricole) qu'internes (manque de terres arables) au cours du siècle passé et cela avec relativement de succès. Sa capacité de résilience a ainsi été éprouvée et continue de l'être encore en ce début de XXI^e siècle avec l'acuité du réchauffement climatique. En revanche, les petits agriculteurs africains ne restent pas tant inactifs, ils mettent en œuvre différentes stratégies de résilience en vue de faire face aux effets actuels et futurs des changements climatiques.

La mise en évidence de la résilience de la paysannerie africaine est le principal objectif de cette communication. Cette résilience lisible dans la tradition africaine a rendu possible leur adaptation tout en réduisant leur vulnérabilité. Nos propos concernent ici essentiellement la résilience culturelle des agriculteurs et exclut, dès lors, la diversité des stratégies modernes intéressantes adoptées en milieu rural africain. Ainsi, ils débutent dans un premier point par l'analyse des certitudes et incertitudes liées aux impacts néfastes des changements climatiques sur le continent africain. Ensuite, nous mettrons en exergue la capacité de résilience tant contestée des sociétés rurales africaines et nous terminerons par les pratiques nécessaires au renforcement de cette capacité de résilience paysanne afin d'atteindre le développement durable sur le continent africain ; pour ce faire, nous mettrons en exergue la qualité de la tradition et du savoir-faire agronomique africain.

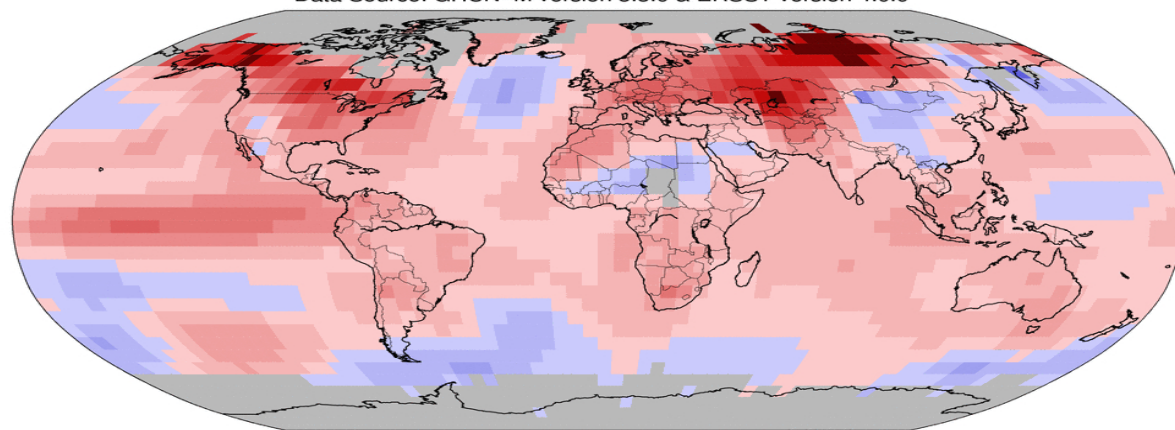
I. Certitudes et incertitudes sur les effets du changement climatique en Afrique Subsaharienne

1. Evolution du climat

Le 5^{ème} rapport du GIEC se basant sur des données plus fiables que celles des précédents rapports confirme avec un très haut degré de confiance la poursuite des changements climatiques d'origine anthropique. La phase de croisière fut atteinte à partir des années 2000 où le taux de gaz à effet de serre anthropique a progressé plus rapidement. La progression fulgurante des gaz à effet de serre a pour principale conséquence le réchauffement de la planète comme le montre l'image satellitaire ci-après avec une poursuite du réchauffement vers le niveau dangereux pour l'humanité des 4°C.

Land & Ocean Temperature Departure from Average Dec 2015–Feb 2016
(with respect to a 1981–2010 base period)

Data Source: GHCN–M version 3.3.0 & ERSST version 4.0.0



National Centers for Environmental Information
Mon Mar 14 07:22:03 EDT 2016

Degrees Celsius

Please Note: Gray areas represent missing data
Map Projection: Robinson

Figure 1: Poursuite du réchauffement de la planète

Source: NOAA (2016) <http://www.ncdc.noaa.gov/sotc/global/201602>

Au niveau de la planète, le réchauffement climatique s'accompagne généralement :

- d'une perturbation du cycle de l'eau ;
- d'une augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles d'origine climatique (sécheresses, inondations, tempêtes, cyclones) ;
- d'une menace de disparition de certains espaces côtiers, en particulier les deltas, les mangroves, les récifs coralliens, les plages d'Aquitaine, etc. ;
- d'une diminution de 17,5 % de la superficie émergée du Bangladesh, de 1 % de celle de l'Égypte ;
- de la recrudescence du paludisme et l'extension de maladies infectieuses comme la salmonellose ou le choléra ;

- de la baisse de la biodiversité et donc de la disparition d'espèces animales ou végétales. Il a, par ailleurs, pour effet une élévation plus rapide du niveau des océans. En effet, des chercheurs climatologues relèvent dans une étude récente qu'entre 1900 et 2000, les océans et les mers de la planète ont monté d'environ 14 centimètres sous l'effet de la fonte des glaces, notamment dans l'Arctique (Kopp, Kemp et al., 2016).

Bien que la température et le niveau des mers augmentent avec le changement climatique, les modifications sur la planète ne se produisent pas de la même manière. Les pays en développement sont plus vulnérables aux changements climatiques que les pays riches d'autant plus qu'ils dépendent majoritairement de l'usage des ressources naturelles et que l'extrême pauvreté des populations est un frein à la possibilité d'adaptation. L'Afrique est, de ce point de vue, une des régions les plus vulnérables au changement climatique. La température sur le continent africain devrait ainsi augmenter de 2° Celsius au cours des deux premières décennies du XXIème siècle. Le réchauffement climatique en Afrique sera plus important qu'au niveau mondial.

Last but not least, la pluviométrie sur le continent africain est en chute comme le montre la carte ci-dessous.

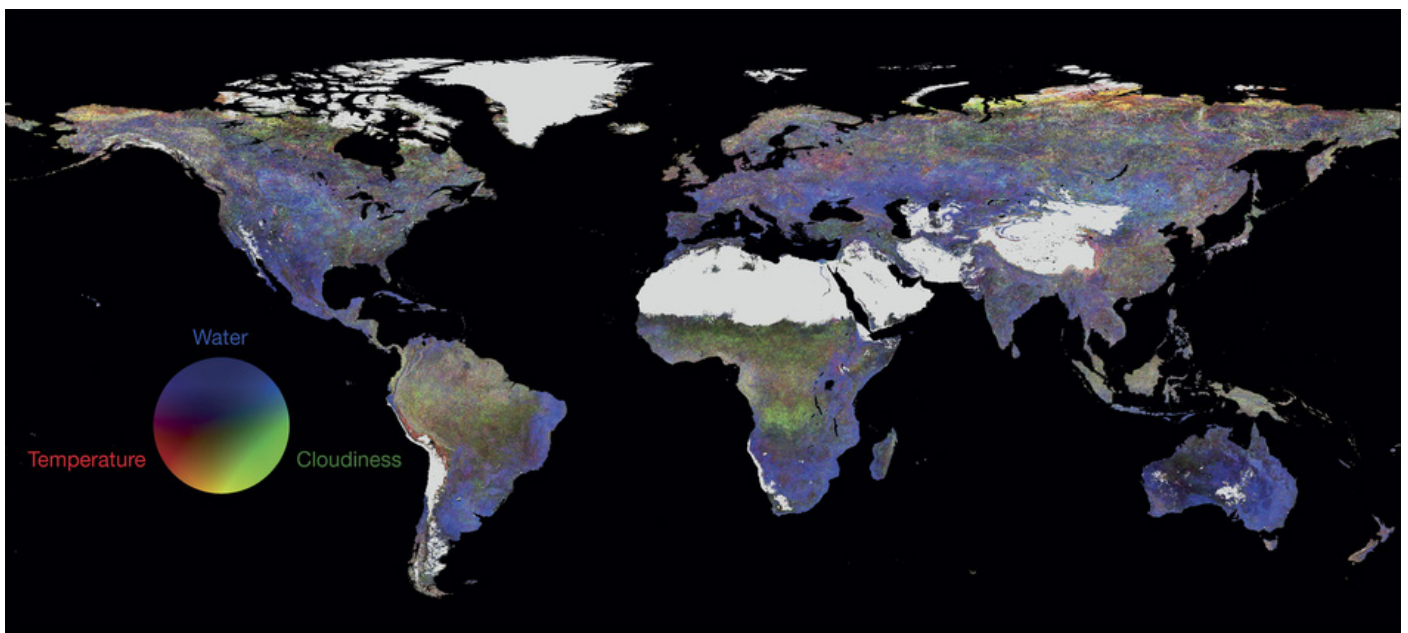


Figure 2: Endroits où le changement climatique frappera fortement

Source : *Seddon, Macias-Fauria et al., (2016)*

Cette carte qui analyse les endroits de la terre où le réchauffement climatique est sévère corrobore l'idée de la baisse drastique de la pluviométrie (en bleu) sur le continent africain. Comme on peut le constater, les couvertures nuageuses (vert) responsables de la pluie (bleu) sont quasiment absentes de la majeure partie de l'Afrique. Cependant, les projections montrent une variance des changements dans la pluviométrie en fonction des différentes zones de l'Afrique. L'Afrique du Nord, l'Afrique australe ou l'Afrique de l'Est figurent parmi les

régions où l'incertitude est la moins forte. La côte méditerranéenne de l'Afrique, comme le pourtour méditerranéen dans son ensemble, devrait connaître une diminution des précipitations (-15 à -20 %) au cours de ce siècle. Cet assèchement affecterait la rive Nord du Sahara et la côte ouest-africaine jusqu'à la latitude 15° Nord (latitude de Dakar). À l'autre extrémité du continent, l'hiver mais surtout le printemps en Afrique australe devrait être également moins pluvieux. Dans la ceinture tropicale, les résultats des modèles montrent un accroissement de la pluviométrie dans la corne de l'Afrique. En Afrique de l'Ouest une chute des précipitations a été observée depuis les années 1960 allant jusqu'à 40% au cours de la période 1968-1990. Si les températures augmentent et les précipitations chutent, le principal secteur d'activité en Afrique, à savoir l'agriculture s'en trouve évidemment vulnérable. En effet, dans le contexte du changement climatique, ses impacts se mesurent et s'évaluent au travers de l'agriculture (Yamauchi et Quisumbing 2009; Reid, Huq et al. 2010). L'agriculture, en tant que principal secteur de l'économie africaine, demeure une agriculture pluviale dépendante, par conséquent, à 98% de la pluviométrie. L'agriculture est certainement le secteur le plus vulnérable en Afrique Subsaharienne.

2. Impacts sur l'agriculture

Les changements climatiques tels qu'ils se dessinent auront un impact essentiel sur l'agriculture en Afrique Subsaharienne. En cause la dépendance directe de la production agricole du climat. L'agriculture représente ainsi un secteur d'activité très vulnérable car l'un des secteurs les plus affectés par les changements climatiques.

Selon le quatrième Rapport d'évaluation du GIEC, la pluviométrie annuelle en Afrique de l'Ouest a diminué de 20 à 40 % entre les périodes 1931-1960 et 1968-1990. Dans certains pays, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient diminuer de moitié d'ici à 2020 (GIEC, 2007). Or, la survie économique et nutritionnelle d'une grande partie des producteurs ruraux d'Afrique Subsaharienne dépend d'une agriculture familiale de semi-subsistance. Les changements climatiques sont désormais une contrainte majeure pour les agriculteurs qui ont du mal à préserver leurs moyens d'existence. Elle nécessitera l'élaboration et la mise en application des méthodes les plus appropriées pour résoudre les questions concernant la vulnérabilité au temps, au climat et à l'eau.

D'après les projections du GIEC, le continent africain connaîtra très probablement un réchauffement au XXIe siècle qui aura pour effet de réduire la durée de la période de végétation et le potentiel de rendement des cultures dans une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest. Par conséquent, la vulnérabilité du secteur agricole d'Afrique est accrue du fait de l'élévation des températures terrestres et du niveau de la mer. La température terrestre connaît en effet une augmentation régulière depuis près de 20.000 ans et cela pourrait se poursuivre dans les années

et siècles à venir. Les projections futures de la poursuite d'une élévation des températures terrestres atteindront les 4°C et plus d'ici la fin du siècle.

Thornton, Jones et al. (2011) interpellent, à cet effet, la communauté scientifique mondiale sur les effets négatifs d'une augmentation de la température à 4°C et plus sur les pays d'Afrique Sub-saharienne. Ces auteurs soutiennent que l'augmentation de la température de la planète à ce niveau compromettra tous les efforts de développement en cours dans ces pays ; l'atteinte de la sécurité alimentaire s'avèrera problématique. Ils s'appuient sur des données relatives à l'évolution des saisons et la production alimentaire. Poursuivant leur analyse, ils prévoient une réduction des saisons de culture et des terres arables pour la plupart des cultures. Cette perte pourrait être de 20 % dans les pays africains des latitudes sud. Les terres actuellement arables et propices à la production agricole se transformeront ainsi en zones inappropriées de cultures. La détérioration des sols annoncée pour l'Afrique Sub-saharienne est corroborée par Armel que citent Thornton, Jones et al. (2011) dans les cas de l'Afrique de l'Est et australe, où il montre que 35 pour cent des terres deviendront impropres à l'agriculture. Consécutive à cette situation aggravante, la pauvreté et l'insécurité alimentaire s'accroîtront comme ces auteurs le montrent à travers le cas de 11 villes étudiées dans le Sud de l'Afrique. Par suite des changements climatiques, certaines régions, à commencer par l'Afrique subsaharienne, pourraient voir leurs populations davantage exposées à la faim (OCDE, 2011). Les effets négatifs des changements climatiques, avec leurs impacts directs sur le système agricole en Afrique, menacent la croissance économique et aggravent ainsi l'insécurité alimentaire comme le montre la figure 3 ci-après.

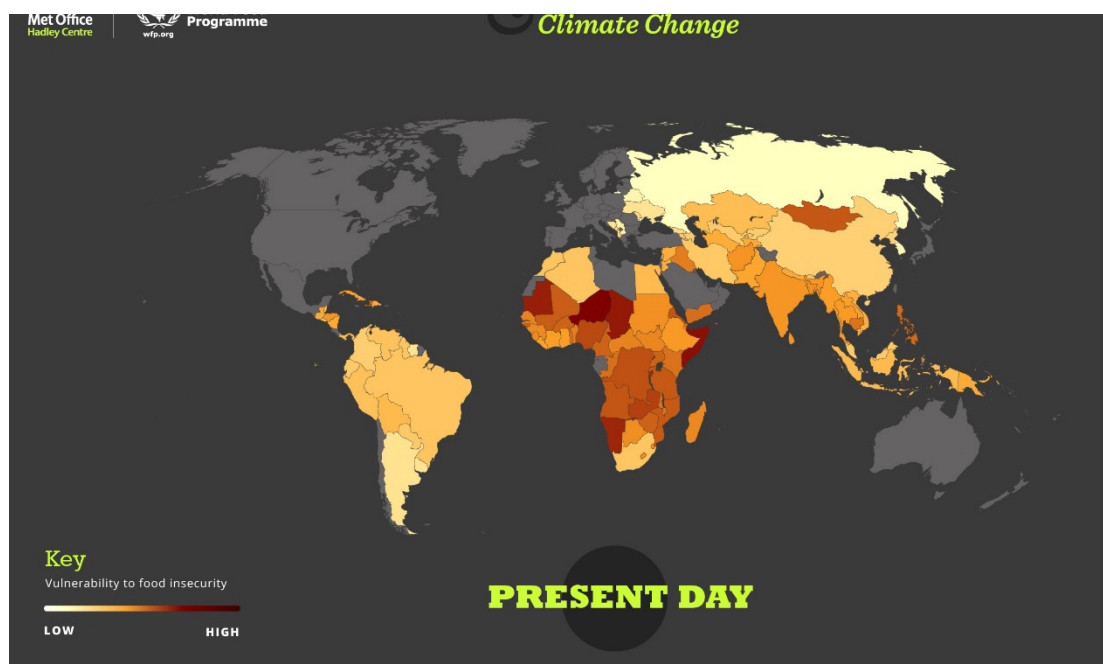


Figure 3: L'insécurité alimentaire mondiale en contexte de changements climatiques avec le niveau le plus élevé en Afrique Subsaharienne

Source : <http://www.metoffice.gov.uk/food-insecurity-index/>

II. Comment sont résilientes les Sociétés rurales d'Afrique ? Retours d'expériences

1. Sociétés rurales et résilience

Dans un tel contexte global de menaces multiformes sur le secteur agricole africain qui se sont vues par ailleurs renforcées avec le réchauffement climatique dont la capacité de déstabilisation des moyens de subsistance des populations les plus vulnérables est réelle, les chercheurs dans leur grande majorité sont unanimes pour affirmer le manque de capacité de résilience des sociétés rurales africaines ; ou du moins si elles en ont, elle est inadéquate. Cela expliquerait la gravité des effets des changements climatiques en Afrique car comme l'indique ici Schipper, Cigarán et al. (2008), les impacts des changements climatiques affectent déjà les pays en développement, notamment les pays pauvres, les plus vulnérables, étant donné qu'ils disposent de ressources limitées aux niveaux social, technologique et financier pour faire de l'adaptation. Ce qui signifie une vulnérabilité des agriculteurs aussi aux changements climatiques. Évidemment que les sociétés rurales africaines sont vulnérables face au changement climatique, mais il s'agit d'une vulnérabilité à l'échelle planétaire affectant ainsi tout le système agricole mondial. Toutefois, le manque de résilience des agriculteurs africains davantage prégnant dans la littérature s'en trouve exagéré tant cette résilience est regardée sous la loupe des canevas occidentaux à savoir une résilience technologique. Or, l'adaptation vue sous l'angle des sociétés rurales africaines elles-mêmes, c'est une résilience qui existe et permet à ces sociétés une survie adéquate dans des conditions davantage rendues difficiles.

Dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, le concept de résilience est issu d'origines disciplinaires diverses pour évoluer et devenir au cours de ces dernières décennies un ensemble plus cohérent d'idées. Si un consensus relatif semble établi pour définir la résilience comme la capacité de l'individu de se construire et de vivre de manière satisfaisante malgré les difficultés auxquelles il peut être confronté au cours de son existence, il ne peut faire abstraction des moyens de subsistance. D'où le concept de résilience des moyens de subsistance nécessaire pour mieux faire ressortir et comprendre la résilience des agriculteurs africains. Eu égard aux nombreux facteurs de stress dont le changement climatique influençant le développement, la résilience des moyens de subsistance se définit comme la capacité de tous les peuples, toutes générations confondues, de maintenir et améliorer leur moyens de subsistances et leur bien-être en dépit des perturbations économiques, sociales et politiques (Tanner, Lewis et al., 2014). La résilience des moyens de subsistance met, par conséquent, l'accent sur notre capacité individuelle et collective à répondre aux facteurs de stress. Elle questionne également la problématique des stratégies d'adaptation faisant, dès lors, de la résilience un mouvement vers un faible risque. À cet égard la résilience telle qu'analysée ci-avant apparaît ainsi comme un résultat théorique ; comment alors se manifeste-elle concrètement ? Qu'en est-il de la résilience communautaire des sociétés rurales africaines ?

2. Pratiques locales de résilience

Quoique qualifiées d'inefficaces face aux changements climatiques, le recours à la tradition, et donc aux anciens rituels, reste encore de mise dans ces communautés d'agriculteurs. D'une façon générale, les mesures d'adaptation aux changements et à la variabilité climatique développées par les communautés rurales ont un caractère fortement culturel et cultuel et sont ainsi dominées par un recours aux mesures non rationnelles. En effet, tant ils perçoivent le changement climatique culturellement comme la conséquence de la colère des génies protecteurs, autant les agriculteurs pratiquent différents rituels d'exorcisation notamment pour le retour de la pluie.

Dans le cas de la Côte d'Ivoire, par exemple, étudiée par Chérif (2014, 2013), les pratiques de demandes de la pluie aux dieux sont transversales à différentes cultures et communautés rurales. À cet égard, le protocole d'adaptation part des hommes à travers des rites (différentes offrandes aux génies d'abord au niveau familial puis collectivement) et s'achève avec les femmes par plusieurs chants d'appel à la pluie psalmodiés autour des villages à la demande des autorités coutumières pour conjurer le mauvais sort et faire tomber la pluie. Concernant spécifiquement le rôle joué par les femmes, deux chants d'appel à la pluie, Kpa yiri man hé et lahi yo yo lé, sont psalmodiés par les femmes lorsque la période d'ensoleillement se prolonge en complément du rituel du Sô Ti à Zagoué en pays Dan. Dans les villages de Didablé et Niablé, zone Akan respectivement du Centre et de l'Est de la Côte d'Ivoire, l'adjanou ou mouné reste le rituel féminin pratiqué pour appeler la pluie. Cette danse se caractérise par son caractère genré car dansée exclusivement par les femmes badigeonnées de caolin et habillées d'un morceau de pagne blanc noué autour des reins et l'interdiction faite aux paysans de se rendre aux champs.

Toutefois, ces mesures d'adaptation, d'un point de vue pragmatique et réaliste présentent des limites considérables. D'une part, elles ont aujourd'hui des effets mitigés tant la pluie escomptée tombe au mauvais moment sans tenir compte du calendrier agricole paysan. D'autre part, conséquence de la perte de pouvoir d'achat des agriculteurs consécutive aux crises économiques et la substitution aux bœufs et moutons offerts aux génies par des coqs plus petits, a entraîné également chez les génies la perte du pouvoir de venir en aide aux humains. Dès lors que les pratiques culturelles se sont avérées peu ou prou efficaces, une résilience plus moderne se développe davantage en milieu rural mettant progressivement au second plan la résilience culturelle mais, qui, cependant, reste présente dans les pratiques des agriculteurs.

En matière d'agriculture, ces mesures d'adaptation consistent, par exemple, à modifier les cultures ou les variétés culturales pour les adapter aux nouvelles conditions pédoclimatiques, à améliorer les techniques de gestion des eaux et d'irrigation et à modifier le calendrier des activités et les techniques agricoles, et de planifier plus justement l'utilisation des sols, ces

éléments joueront un rôle important pour limiter les effets négatifs de l'évolution du climat et pour bénéficier de ses effets positifs.

III. De la résilience à venir : la tradition a du bon

1. La question de l'hybridation des connaissances

Sur les dix dernières années, les catastrophes climatiques ont été près de deux fois plus nombreuses que dans les années 1980 selon la Banque Mondiale (2016). Il y a donc urgence à rendre l'humanité, en particulier les populations du Sud, plus résilientes. Les connaissances scientifiques seules ayant montré leurs limites, il est de plus en plus question du recours aux connaissances traditionnelles. Ces dernières, ont pendant plusieurs siècles permis aux différents peuples autochtones et sociétés rurales africaines de s'adapter aux changements environnementaux. Dans le contexte actuel de réchauffement de la planète, ces stratégies locales offrent des leçons de grande valeur. Étant entendu qu'elles ont fourni aux populations rurales la capacité de s'adapter aux événements climatiques passés et présents, elles constituent désormais un point de départ dans la lutte contre les effets du changement climatique. En effet, de tous temps, agriculteurs, éleveurs, habitants des forêts et pêcheurs ont appris à faire face à la variabilité du climat et ont souvent adapté les cultures et les pratiques agricoles à l'évolution des conditions (FAO Non daté).

La lutte contre le changement climatique transcende ainsi les frontières traditionnelles entre savoirs scientifiques et connaissances traditionnelles locales en regroupant ces deux types de connaissances sous un même programme : la résilience. Le besoin de cohérence et de synergie entre ceux-ci appelle au renforcement des recherches interdisciplinaires, mais également de la place des indigenous knowledge dans le processus décisionnel. À cet égard, plutôt que de les considérer comme des substituts des connaissances scientifiques, les connaissances tant traditionnelles que modernes et/ou scientifiques doivent être complémentaires en apprenant les unes des autres avec comme finalité la production de meilleures pratiques d'adaptation. Cette nécessaire hybridation des connaissances apporte une plus-value dans la lutte contre le changement climatique.

Issues de l'expérience acquise au fil des siècles et adaptée à la culture et l'environnement locaux, les connaissances traditionnelles sont transmises oralement de génération en génération. Elles tendent à être un patrimoine collectif et prennent la forme de récits, chants, folklore, proverbes, valeurs culturelles, croyances, rituels, lois communautaires, langues vernaculaires et pratiques agricoles, y compris le développement d'espèces végétales et de races animales. Eu égard à leur nature essentiellement pratique, en particulier dans des domaines tels que l'agriculture, la pêche, la santé, l'horticulture et la foresterie, les connaissances traditionnelles peuvent compléter les connaissances scientifiques de diverses façons.

Elles peuvent tant apporter des éclaircissements et précisions sur les variables climatiques qu'accroître les capacités d'évaluation des impacts des changements climatiques et permettre d'aboutir à une adaptation mieux planifiée étant entendu qu'une bonne pratique d'adaptation résulte de l'articulation connaissances locales – connaissances scientifiques (Nyong, Adesina et al., 2007).

En définitive la prise en compte des savoirs et pratiques locaux dans la communauté scientifique et vice versa est aujourd'hui déterminante. L'agroforesterie et l'agroécologie, en tant que pratiques incontournables des sociétés rurales africaines réinvesties dans la lutte contre le changement climatique permet de renforcer simultanément l'adaptation aux changements climatiques et son atténuation et est recommandée par le GIEC dans son volume sur l'Afrique (Niang, Ruppel et al., 2014) et promues à la CoP21 dans différents ateliers. Elles incorporent les connaissances et facultés traditionnelles des communautés du monde entier essentiellement africaines tant les sociétés occidentales industrialisées ont délaissées ces pratiques pendant la plus grande partie du XXe siècle.

Consécutivement à l'incorporation des connaissances locales pour s'attaquer au changement climatique, on aboutit à l'augmentation de la capacité adaptative des communautés d'agriculteurs pauvres d'Afrique, voire du monde. Les connaissances hybrides aboutissent de ce fait incontestablement à la réduction de la vulnérabilité du secteur agricole, à l'augmentation de la capacité d'adaptation et à la promotion du développement durable ; elles sont donc une piste prometteuse face aux changements climatiques.

2. Atteindre les objectifs des Agendas 2030 et 2063

De ce qui précède, la participation active des communautés au processus de définition des plans nationaux d'adaptation est à encourager. Cette stratégie pourra aider les populations rurales à renforcer leur capacité de résilience face à des catastrophes, améliorer leur compétence dans la gestion des terres et diversifier leurs moyens d'existence. Tandis que les politiques et stratégies nationales d'adaptation sont importantes, leur exécution au niveau local représente l'épreuve finale de l'efficacité de l'adaptation. Dès lors, prendre en compte les besoins et contextes des paysans constitue une des conditions sine qua non pour l'implémentation efficace de toutes les nouvelles technologies et avancées dans l'information et aboutir ainsi à l'application des principes du « bon développement ». Si l'hybridation des connaissances peut permettre aux sociétés rurales africaines de mieux s'adapter aux changements climatiques, elle pourra, par ailleurs, permettre d'atteindre différents objectifs cruciaux des nouveaux agendas 2030 et 2063 en Afrique. Notamment, dans le domaine de la lutte contre le changement climatique et de la gestion durable des ressources naturelles.

De par son caractère universel, si l'Agenda 2030 traite de la nécessaire intensification des démarches coopératives entre les partenaires du Nord et du Sud pour faire face à des défis

globaux, il permet de sortir de la vision classique imposée du développement pour prendre en compte les valeurs culturelles locales. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un accent particulier est mis sur la nécessité d'une action collective urgente pour renforcer la capacité de résistance et d'adaptation des régions les plus vulnérables, telles que les pays sans littoral et les États insulaires. Comptant parmi ces régions les plus vulnérables, l'Afrique Subsaharienne et particulièrement certains pays, à forte dépendance à l'égard de l'agriculture, des activités pastorales et d'autres moyens de subsistance fondés sur les ressources naturelles devraient voir accroître l'insécurité alimentaire et exacerber les problèmes de santé publique et centrent désormais leur développement sur la résilience.

Or, l'agenda 2063 consacré à l'Afrique vise la résilience dont les rédactions sont conscientes qu'elle passe nécessairement par une meilleure gestion des ressources naturelles avec la collaboration des populations locales paysannes. Si la gestion durable des ressources naturelles est apparue aujourd'hui comme une préoccupation à l'ordre du jour des agendas mondiaux, l'Afrique en 2063 parviendra à une gestion durable de sa masse importante de ressources naturelles. En conséquence l'exploitation des ressources naturelles tout en protégeant le bien-être social ou écologique constitue un énorme défi qui doit être relevé.

Conclusion : pourquoi chercher parmi les morts celui qui est vivant ?

Au sortir de toutes les analyses qui précèdent, les sociétés africaines possèdent une capacité de résilience révélée qu'il serait vain de continuellement rappeler. Cependant, ce rappel s'avère être primordial en vue de faire table rase de points de vue et opinions sceptiques quant à leur efficacité vis-à-vis du réchauffement planétaire.

En effet, la portée de cette résilience est désormais acquise mondialement à tel point que certaines pratiques écologiques, Agroécologie / agroforesterie, n'en sont que l'émanation. En Occident, la presse nous a souvent donné à voir et/ou à lire des expériences plus ou moins réussies d'agriculture biologique sans usage de pesticides.

Si l'agriculture biologique se caractérise principalement par son refus d'utiliser des produits chimiques tout en cherchant à renouer avec des pratiques traditionnelles telles la jachère que l'on retrouve encore aujourd'hui dans le système agricole africain, elle reste par conséquent caractéristique des agricultures des pays du Sud qui sont demeurées extensives. Pourquoi alors chercher parmi les morts celui qui est vivant ? Ce référent biblique pour rappeler d'une part que dans ce domaine l'Afrique est en pole position et, par conséquent, le terreau de prédilection du développement durable d'autre part. Une sagesse africaine dit « Si tu ne reconnais pas l'autorité du roi, permettes qu'il conserve au moins sa couronne sur la tête ». Cette sagesse du pays Goh de la commune rurale de Zagoué dans l'Ouest montagneux de la Côte d'Ivoire rappelle, si besoin l'est encore, l'expertise traditionnelle des peuples africains dans leurs rapports à l'environnement.

À certains égards donc, les nouvelles sont bonnes pour le continent africain pour qui l'avenir radieux qui lui est réservé sera une occasion pour enfin réaliser un des rêves de Feu professeur Joseph Ki-Zerbo du Burkina Faso : « L'Afrique dormira sur sa propre natte et comptera sur elle-même, avant de faire appel aux nattes des autres, et ce en application d'un principe très simple: « on se développe, on ne développe pas » (Thiaw, 2015).

Sadia CHÉRIF.

BIBLIOGRAPHIE

- Alistair W. R. Seddon, Marc Macias-Fauria, Peter R. Long, David Benz & Kathy J. Willis (2016), Sensitivity of global terrestrial ecosystems to climate variability, doi:10.1038/nature16986, Nature (En ligne), Accédé le 26 Février 2016.
- Banque Mondiale (2016), Renforcer la résilience des plus vulnérables face aux risques climatiques et aux catastrophes, (En ligne), <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2016/01/05/scaling-up-climate-and-disaster-resilience-for-the-worlds-most-vulnerable?>, Accédé le 05 Février 2016
- Capstick, S., Whitmarsh, L., Poortinga, W., Pidgeon, N., & Upham, P. (2015). International trends in public perceptions of climate change over the past quarter century. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 6(1), 35–61. doi:10.1002/wcc.321.
- Chérif, S. (2014), Construire la résilience au changement climatique par les connaissances locales : le cas des régions montagneuses et des savanes de Côte d'Ivoire, Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris, FMSH-WP-2014-83, septembre 2014, 27p, FMSH-WP-2014-83 Cherif.pdf
- Chérif, S. (2013), La résurgence des anciens rituels de demande de la pluie en contexte de réchauffement climatique : des paroles chantées pour s'adapter en pays Goh (Ouest de la Côte d'Ivoire), <http://www.cctc2013.ca/Papers/CCTC2013%20ADP1-1%20Cherif.pdf>
- FAO (Non daté), Agriculture, forêts et pêches: mitigation et adaptation au changement climatique (En ligne), Consulté le 11/12/2010, www.fao.org/foodclimate.
- GIEC, 2007 : Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K. et Reisinger, A. (publié sous la direction de~)]. GIEC, Genève, Suisse, 103 pages.
- Hornsey Matthew J., Harris Emily A., Bain Paul G. & Kelly S. Fielding (2016) Meta-analyses of the determinants and outcomes of belief in climate change, *Nature Climate Change*, doi:10.1038/nclimate294
- Koppa Robert E., Kemp Andrew C., Bittermanne Klaus, Horton Benjamin P., Donnelly Jeffrey P., Gehrels W. Roland, Haya, Carling C., Mitrovicak Jerry X., Morrowa Eric D., and Rahmstorfe Stefan (2016), Temperature-driven global sea-level variability in the Common Era, (En ligne) <http://www.pnas.org/content/early/2016/02/17/1517056113>, Accédé le 29 Février 2016.
- Mildenberger Matto, Howe Peter D., Lachapelle Erick, Stokes Leah C., Marlon Jennifer R., and Gravelle Timothy (2013) The distribution of climate change public opinion in Canada, En ligne, <http://ssrn.com/abstract=2732935> Accédé le 27 Février 2016.

- Niang, I., O.C. Ruppel, M.A. Abdrabo, A. Essel, C. Lennard, J. Padgham et P. Urquhart (2014), Afrique. Dans: Changements climatiques 2014: Incidences, adaptation et vulnérabilité. Section B: Aspects régionaux. Contribution du Groupe de travail II au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [sous la direction de Barros, V.R., C.B. Field, D.J. Dokken, M.D. Mastrandrea, K.J. Mach, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea et L.L. White]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis, p. 1199-1265.
- NOAA (2016), Global Analysis – February 2016, (En ligne) <http://www.ncdc.noaa.gov/sotc/global/201602>, Accédé le 19 Février 2016
- OCDE (2011). Stratégie pour une croissance verte : agriculture et agroalimentaire Rapport préliminaire, OCDE. 90 p.
- Reid, H., S. Huq, et al. (2010) Community Champions: Adapting to Climate Challenges, International Institute for Environment and Development. London, 2010, (En ligne) <http://pubs.iied.org/pdfs/10028IIED.pdf?>, Accédé le 04 Avril 2011.
- Schipper, E. L. F., M. P. Cigarán, et al. (2008). L'Adaptation aux changements climatiques: le nouveau défi pour le développement dans le monde en développement. Washington, PNUD. An Environment & Energy Group Publication.
- Tanner Thomas, Lewis David, Wrathall David, Bronen Robin, Cradock-Henry Nick, Huq Saleemul, Lawless Chris, Nawrotzki Raphael, Prasad Vivek, Rahman Md. Ashiqur, Alaniz Ryan, King Katherine, McNamara Karen, Nadiruzzaman Md, Henly-Shepard Sarah and Thomalla Frank (2015), Livelihood resilience in the face of climate change, Nature Climate Change, Vol 1, January 2015, Doi: 10.1038/Nclimate2431.
- Thiaw Ibrahim (2015), L'Afrique malade de ses ressources naturelles ?, Jeune Afrique Edition numérique (En ligne), <http://www.jeuneafrique.com/235273/societe/lafrique-malade-de-ses-ressources-naturelles/>, Accédé le 04/12/2015.
- Thornton, P. K., P. G. Jones, et al. (2011) «Agriculture and food systems in sub-Saharan Africa in 4°C+ world.» Phil. Trans. R. Soc. A (En ligne), Consulté le 24/01/2011, rsta.royalsocietypublishing.org.
- Yamauchi, F. et A. Quisumbing (2009). Agriculture and climate change: an agenda for negotiation in Copenhagen Adaptation to climate change: household impacts and institutional responses, International Food Policy research Institute. Focus 16 Brief 12.